



Montreuil, le lundi 1er juillet 2024

Déclaration fédérale

Stop à la répression coloniale en Kanaky

Plusieurs membres de la CCAT ont été interpellés. Christian TEIN, responsable de l'Union Calédonienne, et Brenda WANADO, qui anime la radio DJIDO, ont été transférés en métropole pour leur garde à vue.

C'est une déportation politique inacceptable.

Alors que la situation reste explosive en Kanaky, le gouvernement a choisi comme réponse à la lutte légitime contre le colonialisme, la répression.

Dans le contexte répressif déjà extrêmement tendu sur place, ajouté à la campagne électorale en France, la stratégie du gouvernement est claire : il s'agit de donner des gages aux forces politiques loyalistes, partisans de la Kanaky/Nouvelle Calédonie française. Plus globalement, cela s'inscrit dans la stratégie du pouvoir en place consistant à mener une politique colonialiste, soutenue par l'extrême droite pour satisfaire cet électorat en criminalisant celles et ceux qui luttent pour la décolonisation.

Ce gouvernement espère qu'en cette période électorale il puisse museler un peuple.

La CGT soutient la lutte du peuple kanak pour se libérer du joug colonial. Elle, comme dans les guerres d'Indochine et d'Algérie, réclame que leur droit à l'autodétermination soit effectif. La CGT se tient aux côtés des opprimés, victimes qui plus est d'une discrimination politique, sociale et économique systémique.

La Fédération CGT des Sociétés d'Etudes exige la libération immédiate des emprisonnés et le retour de celles et ceux qui ont été transféré·e·s dans les prisons françaises.

Fédération des Sociétés d'Etudes